

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 octobre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session**Demande d'inscription d'une question additionnelle
à l'ordre du jour de la soixante-douzième session****Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée
générale au Fonds de développement pour les peuples
autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes****Lettre datée du 5 octobre 2017, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'État plurinational
de Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à l'article 15 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, qui prévoit la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée, au cours d'une session ordinaire, des questions additionnelles présentant un caractère d'importance et d'urgence.

En conséquence, je demande l'inscription à l'ordre du jour de la soixante-douzième session d'une question additionnelle intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes ».

Conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement intérieur, vous trouverez ci-joint un mémoire explicatif (voir annexe I), le projet de résolution (voir annexe II) et l'Accord portant création du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (voir annexe III*).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Sacha Llorentty Solíz

* L'annexe III est distribuée uniquement dans la langue de l'original et n'a pas été revue par les services d'édition.



Annexe I

Mémoire explicatif

Octroi du statut d'observateur au Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes

Le présent document vise à expliquer pour quelles raisons le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes devrait avoir le statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Les arguments justifiant l'octroi de ce statut sont présentés selon la structure suivante :

1. Nature du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes;
2. Composition;
3. Fonctionnement;
4. Accord de siège;
5. Fonctions;
6. Domaines d'activité;
7. Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes : observateur auprès du Fonds vert pour le climat et de la Communauté andine;
8. Questions relatives à l'Organisation des Nations Unies et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

1. Nature du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes

Le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes est un organisme international de droit public créé le 24 juillet 1992 à Madrid, lors du deuxième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, en vue d'appuyer les initiatives de développement autonome et de promotion des droits des peuples, des communautés et des organisations autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes. Le principe de parité entre les États et les peuples autochtones régit son fonctionnement et la composition de ses organes directeurs.

L'Accord portant création du Fonds a été déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 4 août 1993 sous le numéro 30177.

En 2006, les chefs d'État et de gouvernement participant au seizième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement, à Montevideo, ont décidé de s'attacher à renforcer le Fonds, seul organisme international spécialisé dans la promotion du développement des peuples autochtones axé sur le « bien vivre » (*buen vivir*) et sur la reconnaissance de leurs droits individuels et collectifs.

Le Fonds a pour mission de promouvoir le « bien vivre » en tant que mode de vie digne pour les peuples, les nationalités et les communautés autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, grâce au plein exercice de leurs droits fondamentaux et de leurs droits collectifs, ainsi que le multiculturalisme en tant que forme de coexistence qui garantit l'égalité des chances et l'élimination de toutes les formes d'exclusion et de domination, en se donnant les moyens de faciliter et de

guider, sur les plans technique et politique, les dialogues entre les États et les autorités des peuples autochtones.

Le Fonds vise à ce que les peuples autochtones bénéficient de la reconnaissance et du respect de leur culture, de leur identité et du plein exercice de leurs droits, et soient dotés d'organisations solides, dont les capacités administratives, techniques, économiques, politiques, sociales et culturelles soient renforcées par leurs propres activités de développement durable qui, conformément au principe de la coexistence multiculturelle, garantissent que les différentes identités soient prises en considération dans le développement et la gestion économique et démocratique des États d'Amérique latine.

2. Composition

Le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes est formé de 22 États Membres des Nations Unies :

- 19 États d'Amérique latine et des Caraïbes : Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.
- Trois États extérieurs à la région : Belgique, Espagne et Portugal.

3. Fonctionnement

a) Structure paritaire des organes directeurs

Une des caractéristiques qui rend le Fonds si particulier est la composition paritaire de ses organes directeurs, formés de représentants des peuples autochtones et des gouvernements des États membres pleinement habilités à prendre des décisions au sujet de l'avenir de l'institution et de ses activités.

Assemblée générale

Instance directrice suprême, formée des représentants officiels des 22 États membres et de 18 représentants des peuples autochtones des États membres d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Assemblée se réunit tous les deux ans pour définir des politiques et des stratégies institutionnelles et tient des réunions extraordinaires quand les circonstances le justifient.

Conseil d'administration

Instance collégiale formée de 12 membres (6 représentants des peuples autochtones et 6 représentants officiels des États membres), chargée d'administrer l'institution. Le Conseil est dirigé par un président et deux vice-présidents, l'un d'eux étant le représentant d'un État extérieur à la région.

Comité exécutif

Instance à laquelle siègent le président et les deux vice-présidents du Conseil d'administration, que celui-ci charge d'examiner, approuver et surveiller les activités de l'institution menées conformément aux directives et aux plans approuvés par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration.

b) Instances consultatives

Le Fonds facilite le fonctionnement d'organes subsidiaires, appelés instances consultatives, qui lui fournissent des conseils et des orientations et guident ainsi ses activités. Ces organes facilitent le dialogue entre les peuples autochtones, les gouvernements et les agences de coopération, qui y définissent des politiques et coordonnent des programmes de façon autonome, bilatérale ou trilatérale.

c) Secrétariat technique du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes

Le Secrétariat technique, formé d'une équipe de techniciens hautement qualifiés, est la branche opérationnelle du Fonds, dont il assure la gestion technique et administrative.

La responsabilité d'administrer cette instance et d'en garantir le bon fonctionnement incombe au Secrétaire technique, nommé par le Conseil d'administration à l'issue d'une procédure de sélection menée en toute transparence.

4. Accord de siège

En 1993, le Président du Conseil d'administration du Fonds et le Ministre des relations extérieures et du culte de Bolivie ont conclu l'Accord de siège du Fonds autochtone, qui définit les immunités, exemptions et privilèges dont jouit celui-ci et dans lequel La Paz (Bolivie) a été désignée ville siège.

5. Fonctions

- Servir de mécanisme de dialogue interculturel et de discussion à l'appui des activités de développement autonome des peuples autochtones.
- Aider les États à élaborer des politiques publiques bénéficiant aux peuples autochtones.
- Gérer, canaliser et administrer les ressources financières et techniques destinées à la mise en œuvre de projets et de programmes prioritaires qui contribuent au développement autonome des peuples autochtones.
- Respecter et promouvoir la reconnaissance totale des droits économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux des peuples autochtones et en favoriser le plein exercice.

6. Domaines d'activité

Le Fonds vise à contribuer à l'établissement de relations égalitaires entre États et peuples autochtones en vue de permettre l'instauration du multiculturalisme et le respect des droits des peuples autochtones.

Pour ce faire, le Fonds œuvre dans trois domaines :

- Le dialogue et la concertation : pour la conception, l'adoption et l'exécution de politiques publiques visant à faire respecter les droits des peuples autochtones.
- Le développement économique respectueux de l'identité : visant à tenir compte et à tirer parti, dans le système économique, de la valeur du patrimoine culturel des peuples autochtones.

- L'éducation favorisant l'équité : pour aider les acteurs concernés à vivre et à s'épanouir dans un système interculturel, et donner aux peuples autochtones les moyens d'exercer et de défendre leurs droits.

7. Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes : observateur auprès du Fonds vert pour le climat et de la Communauté andine

- Le Conseil d'accréditation du Fonds vert pour le climat a octroyé le statut d'observateur au Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes par sa décision B.08/20 en date du 30 août 2017.
- Le Fonds a le statut d'observateur auprès du Conseil consultatif des peuples autochtones de la Communauté andine, créé le 26 septembre 2007 en application de la décision 674.

8 Questions relatives à l'Organisation des Nations Unies et au Programme de développement durable à l'horizon 2030

Les buts et principes du Fonds sont conformes aux dispositions de la Charte des Nations Unies, en particulier au paragraphe 2 de l'Article 1, pour ce qui est de « [d]évelopper entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ».

La mission et la vision du Fonds suivent l'approche globale du Programme 2030 et de ses 17 objectifs.

Depuis sa création en juillet 1992, le Fonds a facilité des processus régionaux de dialogue et de concertation qui ont permis d'accomplir de grands progrès dans différents domaines, notamment la reconnaissance, la protection et la promotion des droits des peuples autochtones des États membres; la formation et le perfectionnement professionnel des dirigeants et des autorités, notamment autochtones; l'affectation de ressources aux activités de préinvestissement ou aux activités d'appui aux programmes et projets autochtones; l'élaboration de méthodes appropriées de gestion d'un développement respectueux de l'identité dans la région.

Le Fonds a mené huit programmes emblématiques ayant produit un grand effet dans la région. Ces programmes portaient sur les thèmes suivants : consultations, droits autochtones, université multiculturelle autochtone, développement respectueux de l'identité, femmes autochtones, communication et information, peuples autochtones vivant volontairement en isolement et risque d'extinction, et jeunes autochtones.

Depuis 25 ans, le Fonds mène ses activités dans un contexte marqué par l'adoption et la pleine application d'instruments de protection des droits autochtones tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007), la Déclaration américaine relative aux droits des peuples autochtones (2016), les mandats découlant de la première Conférence mondiale des populations autochtones et les objectifs de développement durable, et par la nécessité d'appuyer les processus régionaux et nationaux afin que les peuples autochtones puissent jouir de leurs droits et les exercer sans restrictions.

Ces dernières années, les activités du Fonds ont fortement contribué aux efforts de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du Mécanisme

d'experts sur les droits des peuples autochtones et du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones.

Ainsi, une des recommandations du rapport sur les travaux de la seizième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (voir [E/2017/43-E/C.19/2017/11](#)) énonçait ce qui suit : « L'Instance permanente prend note des travaux que mène le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes en tant que mécanisme régional visant à fournir un appui aux peuples autochtones. L'Instance encourage les États Membres à renforcer le cadre institutionnel du Fonds et à créer des mécanismes similaires dans d'autres régions du monde ».

Enfin, l'adoption, il y a 10 ans, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a donné au Fonds l'élan nécessaire pour exécuter des programmes relatifs aux droits visés dans ladite Déclaration.

Annexe II

Projet de résolution

Octroi du statut d'observateur au Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes

L'Assemblée générale,

Souhaitant promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes,

1. *Décide* d'inviter le Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes à participer à ses sessions et travaux en qualité d'observateur;
2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la présente résolution.

Annexe III

Agreement Establishing the Fund for the development of the Indigenous Peoples of Latin America and the Caribbean

The High Contracting Parties,

Meeting in the city of Madrid, Spain, on the occasion of the Second Ibero-American Summit, held on 23-24 July 1992,

Recalling the terms of the Universal Declaration of Human Rights, a/ the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights, b/

Considering the international norms set forth in the Indigenous and Tribal Peoples Convention of the International Labour Organisation, adopted by the International Labour Conference in 1989,

Hereby adopt, in the presence of representatives of indigenous peoples of the region, the following Agreement establishing the Fund for the Development of the Indigenous Peoples of Latin America and the Caribbean.

Article 1 Purpose and functions

1.1 Purpose. The purpose of the Fund for the Development of the Indigenous Peoples of Latin America and the Caribbean, hereinafter referred to as the “Indigenous Fund”, is to establish a mechanism for supporting the processes of self-development of indigenous peoples, communities and organizations of Latin America and the Caribbean, hereinafter referred to as “indigenous peoples”.

The term “indigenous peoples” shall mean indigenous peoples descended from populations which inhabited the country, or a geographical region to which the country belongs, at the time of conquest or colonization or the establishment of present State boundaries and who, irrespective of their legal status, retain some or all of their own social, economic, cultural and political institutions. In addition, self-identification as indigenous shall be regarded as a fundamental criterion for determining the groups to which the provisions of this Agreement apply.

The use of the term “peoples” in this Agreement shall not be construed as having any implications as regards the rights which may attach to the term under international law.

1.2. Functions. In order to achieve the purpose set forth in paragraph 1.1 of this article, the Indigenous Fund shall have the following basic functions:

- (a) To provide a forum for dialogue to reach agreement on the formulation of development policies, technical assistance operations and programmes and projects of interest to indigenous peoples, with the participation of Governments of States of the region, Governments of other States, agencies providing resources and indigenous peoples themselves;
- (b) To channel financial and technical resources to priority projects and programmes agreed upon with indigenous peoples, making sure that they help create conditions for the self-development of those peoples;
- (c) To provide training resources and technical assistance to support institution-building, management capacity, human resources training, information resources and research for indigenous peoples and their organizations.

Article 2

Members and resources

2.1. Members. The members of the Indigenous Fund shall be those States which deposit the instrument of ratification with the Secretariat of the United Nations, in accordance with their domestic constitutional requirements and in conformity with paragraph 14.1 of article 14 of this Agreement.

2.2. Resources. The resources of the Indigenous Fund shall consist of contributions by member States, contributions by other States, public or private multilateral, bilateral or national agencies and institutional donors and net income generated by the activities and investments of the Indigenous Fund.

2.3. Instruments of contribution. The instruments of contribution shall be protocols signed by each member State and establishing their respective commitments to contribute resources to the Indigenous Fund to form the capital of that Fund, in accordance with paragraph 2.4 below. Other contributions shall be governed by the provisions of article 5 of this Agreement.

2.4. Nature of contributions. Contributions to the Indigenous Fund may be made in foreign currency, local currency, technical assistance or in kind, in accordance with the rules and regulations laid down by the General Meeting. Contributions in local currency shall be subject to maintenance of their value and exchange rate.

Article 3

Organizational structure

3.1. Organs of the Indigenous Fund. The organs of the Indigenous Fund shall be the General Meeting and the Board of Directors.

3.2. General Meeting.

(a) Composition. The General Meeting shall be composed of:

- (i) One Government-accredited delegate for each member State; and
- (ii) One indigenous peoples' delegate for each State of the region that is a member of the Indigenous Fund, accredited by his Government following the relevant consultations with the indigenous organizations of that State.

(b) Decisions

- (i) Decisions shall be taken by unanimous affirmative vote of delegates of States of the region that are members of the Indigenous Fund, together with a majority of affirmative votes of representatives of other member States and a majority of affirmative votes of delegates of indigenous peoples;
- (ii) On matters affecting indigenous peoples of one or more countries, the affirmative vote of their delegates shall also be required.

(c) Rules of Procedure. The General Meeting shall lay down its rules of procedure and such other rules and regulations as it deems necessary for the functioning of the Indigenous Fund.

(d) The General Meeting shall have the following functions, among others:

- (i) To formulate the overall policy of the Indigenous Fund and to adopt such measures as are necessary for the fulfilment of its objective;
- (ii) To approve the basic criteria for the preparation of plans, projects and programmes to be supported by the Indigenous Fund;

- (iii) To approve membership status, in accordance with the stipulations of this Agreement and such rules and regulations as may be established by the General Meeting;
 - (iv) To approve the annual programme and budget and the periodic financial statements of the Indigenous Fund;
 - (v) To elect members of the Board of Directors referred to in paragraph 3.3 and to delegate to the Board such powers as may be necessary for the functioning of the Indigenous Fund;
 - (vi) To approve the technical and administrative structure of the Indigenous Fund and appoint the Technical Secretary;
 - (vii) To approve special agreements enabling non-member States, as well as public and private organizations, to co-operate with or participate in the Indigenous Fund;
 - (viii) To approve any amendments to the Agreement establishing the Fund and submit them to the member States for ratification, where appropriate;
 - (ix) To terminate the operations of the Indigenous Fund and appoint liquidators.
- (e) Meetings. The General Meeting shall hold a regular meeting once a year and shall hold special meetings, whenever necessary, on its own initiative or at the request of the Board of Directors, in accordance with the procedures established in the rules of procedure of the General Meeting.

3.3 Board of Directors

- (a) Composition. The Board of Directors shall be composed of nine members elected by the General Meeting and representing in equal proportions the Governments of States of the region that are members of the Indigenous Fund, the indigenous peoples of those same member states and the Governments of other member states. Members of the Board of Directors shall serve for a two-year term, preferably following a system of rotation.
- (b) Decisions
- (i) Decisions shall be taken by unanimous affirmative vote of delegates of States of the region that are members of the Indigenous Fund, together with a majority of affirmative votes of representatives of other member States and a majority of affirmative votes of delegates of indigenous peoples;
 - (ii) In order to be valid, decisions of the Board of Directors which concern a specific country must also be approved, through the most appropriate mechanisms, by the Government of the State concerned and by the recipient indigenous people.
- (c) Functions. In accordance with the rules, regulations and guidelines approved by the General Meeting, the Board of Directors shall have the following functions:
- (i) To propose to the General Meeting supplementary rules and regulations for fulfilling the objectives of the Indigenous Fund, including the rules of procedure of the Board;
 - (ii) To appoint a Chairman from among its members, using the voting procedures established in paragraph 3.3 (b) above;
 - (iii) To take the measures necessary for the implementation of this Agreement and of the decisions of the General Meeting;

- (iv) To evaluate the technical and administrative needs of the Indigenous Fund and propose the corresponding measures to the General Meeting;
 - (v) To administer the resources of the Indigenous Fund and authorize the allocation of credits;
 - (vi) To submit to the General Meeting for consideration the proposed annual programme and budget and the periodic financial statements of the Indigenous Fund;
 - (vii) To consider and approve programmes and projects eligible for support from the Indigenous Fund, in accordance with its objectives, rules and regulations;
 - (viii) To arrange for and provide technical assistance and the support required for the preparation of projects and programmes;
 - (ix) To promote and establish mechanisms for consultation and agreement among member States of the Indigenous Fund, co-operating entities and recipients;
 - (x) To propose to the General Meeting the appointment of the Technical Secretary of the Indigenous Fund;
 - (xi) To suspend the operations of the Indigenous Fund temporarily until such time as the General Meeting has had an opportunity to examine the situation and take the relevant measures;
 - (xii) To exercise the other powers conferred on it by this Agreement and to perform such functions as may be assigned to it by the General Meeting.
- (d) Meetings. The Board of Directors shall meet at least three times a year, in April, August and December, and shall hold special meetings whenever it deems necessary.

Article 4

Administration

4.1 Technical and administrative structure

- (a) The General Meeting and the Board of Directors shall determine and establish the technical and administrative management structure of the Indigenous Fund, in accordance with articles 3.2 (d) (vi) and 3.3 (c) (iv) and (x). This structure, hereinafter referred to as the Technical Secretariat, shall be made up of persons who are highly qualified in terms of professional training and expertise; this staff shall consist of no more than 10 persons — six professionals and four administrative staff. Additional staffing requirements for projects may be met by recruiting temporary staff.
- (b) Should it deem necessary, the General Meeting may expand or alter the composition of the Technical Secretariat.
- (c) The Technical Secretariat shall function under the direction of a Technical Secretary appointed in accordance with the provisions of paragraph (a) above.

4.2. Management contracts. The General Meeting may authorize the signing of management contracts with entities that have the resources and expertise to undertake the technical, financial and administrative management of the resources and activities of the Indigenous Fund.

Article 5

Co-operating entities

5.1. Co-operation with entities which are not members of the Indigenous Fund. The Indigenous Fund may sign special agreements, approved by the General Meeting, allowing non-member States, as well as public and private, local, national and international organizations, to contribute to the capital of the Fund, participate in its activities, or both.

Article 6

Operations and activities

6.1. Organization of operations. The Indigenous Fund shall organize its operations according to a system of classification by programme and project area, in order to facilitate the concentration of administrative and financial efforts and the programming by means of periodic financial statements that will permit the fulfilment of its specific objectives.

6.2. Recipients. The direct, exclusive recipients of programmes and projects supported by the Indigenous Fund shall be the indigenous peoples of Latin American and Caribbean States which are members of the Fund or have signed a special agreement with the Fund enabling their country's indigenous peoples to participate in its activities, in accordance with article 5.

6.3. Criteria for eligibility and priority. The General Meeting shall adopt specific criteria for determining the eligibility of applicants to and recipients of the Indigenous Fund in an interdependent manner, taking into account the diversity of its recipients, and for establishing priorities among programmes and projects.

6.4. Funding conditions.

(a) Taking into account the diverse and particular characteristics of the potential recipients of programmes and projects, the General Meeting shall establish flexible parameters to be used by the Board of Directors in determining funding modalities and establishing conditions for the execution of each programme and project, in consultation with the parties concerned.

(b) In accordance with the criteria mentioned, the Indigenous Fund shall grant non-reimbursable resources, credits, guarantees or other appropriate funding modalities, or combinations thereof.

Article 7

Evaluation and follow-up

7.1. Evaluation of the Indigenous Fund. The General Meeting shall periodically evaluate the overall functioning of the Indigenous Fund, according to whatever criteria and methods it deems appropriate.

7.2. Programme and project evaluation. The progress of programmes and projects shall be evaluated by the Board of Directors. Special consideration shall be given to requests to that end made by the recipients of such programmes and projects.

Article 8

Withdrawal of members

8.1. Right to withdraw. Any member State may withdraw from the Indigenous Fund by giving written notice to the Chairman of the Board of Directors, who shall notify the Secretariat of the United Nations accordingly. Withdrawal shall take effect one year from the date on which such notification is received.

8.2. Liquidation of accounts.

- (a) Member States' contributions to the Indigenous Fund shall not be refunded in the event of their withdrawal.
- (b) A member State which has withdrawn from the Indigenous Fund shall remain liable for any sums owing to the Fund and for any obligations entered into with it prior to the date of termination of its membership.

Article 9

Termination of operations

9.1. Termination of operations. The Indigenous Fund may terminate its operations by decision of the General Meeting, which shall appoint liquidators and decide on the settlement of debts and the proportional distribution of assets among its members.

Article 10

Legal Personality

10.1. Legal status.

- (a) The Indigenous Fund shall have legal personality and full powers to:
 - (i) Conclude contracts;
 - (ii) Acquire and transfer movable and immovable property;
 - (iii) Accept and grant loans and donations, offer guarantees, buy and sell securities, invest funds not committed for its operations and carry out the financial transactions necessary for the fulfilment of its purpose and functions;
 - (iv) Bring legal or administrative proceedings and appear in court;
 - (v) Take any other action required for the performance of its functions and the fulfilment of the objectives of this Agreement.
- (b) The Fund shall exercise these powers in accordance with the legal requirements of the member State in whose territory it is conducting its operations and activities.

Article 11

Immunities, exemptions and privileges

11.1. Granting of immunities. Member States shall take, in accordance with their legal system, the measures required to confer on the Indigenous Fund the immunities, exemptions and privileges necessary for the fulfilment of its objectives and the performance of its functions.

Article 12

Amendments

12.1. Amendments to the Agreement. This Agreement may be amended only by unanimous agreement of the General meeting, subject, where necessary, to ratification by the member States.

Article 13

General Provisions

13.1 Headquarters of the Fund. The headquarters of the Indigenous Fund shall be at La Paz, Bolivia.

13.2 Depositories. Each member State shall designate its central bank as depositary, so that the Indigenous Fund can maintain its disposable and other assets in the currency of that member State. If the member State does not have a central bank, it shall designate, in agreement with the Indigenous Fund, some other institution for that purpose.

Article 14

Final provisions

14.1 Signature and acceptance. This Agreement shall be deposited with the Secretariat of the United Nations, where it shall remain open for signature by representatives of Governments of States of the region and other States wishing to become members of the Indigenous Fund.

14.2 Entry into force. This Agreement shall enter into force when the instrument of ratification has been deposited, in accordance with paragraph 14.1 of this article, by at least three States of the region.

14.3 Denunciation. Any member State which has ratified this Agreement may denounce it by sending official notification to the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall take effect one year after the date of its registration.

14.4 Commencement of operations

(a) The Secretary-General of the United Nations shall convene the first meeting of the General Meeting of the Indigenous Fund as soon as this Agreement enters into force in accordance with paragraph 14.2.

(b) At its first meeting, the General Meeting shall take the necessary measures to appoint the Board of Directors, as provided in paragraph 3.3 (a) of article 3, and to determine the date on which the Indigenous Fund is to commence its operations.

Article 15

Transitional provisions

15.1 Interim Committee. Once this Agreement has been signed by five States of the region, and without this giving rise to obligations for States that have not ratified it, an Interim Committee shall be established with composition and functions similar to those described for the Board of Directors in paragraph 3.3 of article 3 of this Agreement.

15.2 Under the direction of the Interim Committee, a Technical Secretariat shall be established as indicated in paragraph 4.1 of article 4 of this Agreement.

15.3 The activities of the Interim Committee and the Technical Secretariat shall be funded by voluntary contributions from States that have signed this Agreement and by contributions from other States and entities, through such technical co-operation and other forms of assistance as States or other entities may arrange with international organizations.
